

"Euro: Blair bat en retraite" dans Le Point (13 juin 2003)

Légende: Le 13 juin 2003, l'hebdomadaire français Le Point explique les raisons qui conduisent le Royaume-Uni à repousser à plus tard son éventuelle adhésion à la zone euro sur fond de désaccord entre Tony Blair, Premier ministre, et Gordon Brown, son chancelier à l'Échiquier.

Source: Le Point. [EN LIGNE]. [Paris]: [10.08.2005]. Disponible sur <http://www.lepoint.fr/europe/document.html?did=131610>.

Copyright: (c) Le Point

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"euro_blair_bat_en_retraite"_dans_le_point_13_juin_2003-fr-760d44e9-99a8-42e3-9542-37216448d01f.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Euro: Blair bat en retraite

C'est une victoire du chancelier de l'Échiquier, Gordon Brown, allié mais néanmoins rival de Tony Blair : l'adhésion à l'euro est repoussée à plus tard...

par Romain Gubert

« Un jour peut-être... » La décision de la Grande-Bretagne sur la question de l'euro n'a rien d'inattendu. Comme prévu, le gouvernement britannique, très divisé sur ce sujet, a choisi de se donner du temps avant de ranger la livre aux oubliettes et de rejoindre, « un jour peut-être », la monnaie unique.

Officiellement, ce sont les cinq critères économiques fixés en 1997 par les travaillistes à leur arrivée au pouvoir qui conduisent les Britanniques à ne pas accélérer le processus d'adhésion. Convergence économique, flexibilité, investissement, solidité des marchés financiers et emploi... : l'économie britannique n'est pas « en phase avec celle de l'eurozone » et n'est pas prête à rejoindre l'euro. C'est ce qu'avancent les 18 études présentées par le ministère des Finances, regroupées dans un pavé de 1 740 pages pesant 6 kilos.

Mais, derrière les chiffres et les analyses économiques, c'est bien de politique qu'il s'agit. Pour masquer les divisions gouvernementales, chacun y a mis du sien et les discours enflammés d'antan ont été oubliés. Histoire de ménager Tony Blair, qui a fait de l'entrée de son pays dans la zone euro une priorité personnelle, Gordon Brown, le chancelier de l'Échiquier (opposé à une adhésion avant au moins 2006), a, dans son discours aux Communes, soigneusement épargné à la monnaie européenne ses critiques habituelles...

Habilement, Brown a même donné des gages aux partisans de la monnaie unique. Il a ainsi annoncé que la Grande-Bretagne allait se conformer à la méthode de la Banque centrale européenne (BCE) pour calculer l'inflation et, surtout, qu'un projet de loi autorisant le recours à un référendum sur l'euro serait, dès l'automne, soumis au Parlement. Mieux : pour ne pas insulter le futur, Brown a vanté les avantages que pourrait tirer son pays en adoptant la monnaie européenne dans un lointain et hypothétique avenir... A commencer par une augmentation des échanges commerciaux avec le continent qui pourrait atteindre 50 %...

Pour Blair, l'honneur est sauf. L'association europhile *Britain in Europe*, dont il est très proche et qui faisait campagne pour une adhésion rapide, a d'ailleurs multiplié les communiqués enthousiastes soulignant que le référendum sur la monnaie unique est une belle victoire. Mais cela ne trompe personne. Si gagnant il y a dans cette non-décision, c'est d'abord Gordon Brown, l'ami et le rival de Blair.

Plus à gauche que Blair, cet Écossais de 52 ans, très sceptique sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans la zone euro, peaufine son image d'homme rigoureux en matière d'économie auprès des Britanniques, dont les deux tiers restent opposés à l'abandon de la livre sterling... La CBI, la principale organisation patronale britannique, a souligné que l'attitude du gouvernement – « attendre encore » – était la bonne.

Blair n'avait guère le choix : organiser un référendum dans le contexte politique actuel s'apparenterait à un suicide. Car les nuages s'accumulent au-dessus de sa tête. Les suites de la guerre en Irak empoisonnent le Premier ministre. Alastair Campbell, le directeur de la stratégie de Downing Street, vient de reconnaître qu'à l'avenir « le gouvernement ferait plus attention » à la façon dont il utilisait les documents fournis par le renseignement. Campbell, un ancien journaliste, aurait rajouté des éléments à charge – mais fantaisistes – pour « muscler » le dossier sur les supposées armes de destruction massive irakiennes transmis par le MI6, les services secrets. Objectif : gagner le soutien de l'opinion à l'envoi de troupes britanniques dans le Golfe. Plusieurs commissions (affaires étrangères et services secrets) des Communes ont entamé leurs propres enquêtes pour déterminer l'ampleur de ces éventuelles manipulations gouvernementales.

Chute de popularité

« Il sera très difficile de prouver que Blair a sciemment menti ou non pour "vendre" la guerre en Irak, analyse cependant le professeur John Curtice, de l'université de Glasgow. En revanche, sa crédibilité est entachée. Des révélations sortent tous les jours et les médias ne lâcheront pas prise. Ils sont partis pour lui

mener la vie rude jusqu'aux élections de 2005-2006. Blair doit vite trouver quelque chose pour rebondir et pour se refaire une santé. »

« Bliar ? » (*liar* signifie menteur) : avec ce jeu de mots le sérieux *The Economist* vient de faire sa une en présentant un Tony Blair épuisé et tendu. Et il reçoit aussi des coups de son propre camp. A commencer par ceux de Clare Short, cette ministre qui avait démissionné pour protester contre la guerre et qui, depuis, s'en donne à cœur joie contre Blair, qui « nous a tous dupés », dit-elle. Les sondages montrent un effritement de sa cote : si 46 % des Britanniques font confiance à leur Premier ministre, 43 % estiment qu'il a déformé les faits et 60 % pensent que cette affaire influencera leur vote lors des prochaines élections générales. Seule éclaircie, le chef des conservateurs ne fait guère mieux dans les sondages. Iain Duncan Smith plafonne à 23 % d'opinions favorables et 44 % de mécontents... Il n'y a pas si longtemps, Blair rêvait ouvertement de faire adopter l'euro par les Britanniques pour reprendre l'initiative en Europe et pour se retrouver au cœur de la nouvelle Union élargie à 25. Mais ses ambitions devront attendre un peu avant de se concrétiser...